



Formulaire pour les organisations

Demande de participation aux procédures et demande de réparations devant la CPI Pour les victimes - organisations ou institutions

SECTION A

INFORMATIONS CONCERNANT L'ORGANISATION/INSTITUTION

1. L'organisation/institution a-t-elle déjà soumis une demande de participation ou de réparations auprès de la CPI ?

☐ Oui ☐ Non

2. Si oui et si l'organisation/institution a déjà un numéro de dossier, veuillez l'indiquer :

/ /

3. Nom(s) de l'organisation/institution :

4. Adresse actuelle de l'organisation/institution :

Village/commune/ville : _____

District/province/région : _____

Pays : _____

5. Date et lieu de constitution, de création et/ou d'immatriculation de l'organisation/institution.

Veuillez indiquer toutes les informations pertinentes.

Date de constitution, de création et/ou d'immatriculation

Lieu de constitution, de création et/ou d'immatriculation

6. Quel était le statut juridique de l'organisation/institution à la date où ont eu lieu les événements allégués ?

Veillez fournir des preuves de la constitution, de la création et/ou de l'immatriculation de l'organisation/institution à la date des événements allégués (certificat de constitution ou d'immatriculation par exemple).

- ☐ Organisation non gouvernementale, caritative ou à but non lucratif (organisation créée dans le but de fournir des services bénévoles, notamment religieux, éducatifs, artistiques, scientifiques, sociaux ou caritatifs à l'ensemble ou à une partie de la communauté)
- ☐ Organisation caritative ou à but non lucratif
- ☐ Organisme statutaire (par exemple : agence gouvernementale, école publique, hôpital)
- ☐ Société ou organisme privé (par exemple : établissement privé d'enseignement, entreprise de communication ou de média, hôpital privé ou clinique)
- ☐ Institution au service des membres d'une communauté (société coopérative, société de crédit immobilier ou institution de micro-finance)
- ☐ Partenariat
- ☐ Autres – Précisez : _____

7. Nom de la personne qui présente la demande au nom de l'organisation/institution :

Veillez donner tous les noms, aussi complets que possibles.

8. Nationalité de la personne présentant la demande :

9. Comment la personne présentant la demande peut-elle être contactée ?

Veillez donner autant d'informations que possible.

Numéro(s) de téléphone : _____

Rue : _____ Numéro/parcelle : _____

Boîte postale : _____ Secteur/quartier/zone : _____

Village/commune/ville/camp : _____

Comté/paroisse : _____

District/province/région : _____

Code postal : _____ Pays : _____

Email: _____

10. Profession et titre de la personne présentant la demande :

11. Quelle(s) preuve(s) d'identité la personne présentant la demande fournit-elle ?

Veuillez préciser.

11. La personne présentant la demande doit fournir une preuve d'identité, par exemple : une carte nationale d'identité, un certificat de naissance, une carte d'électeur, un passeport, un permis de conduire, une carte d'étudiant ou d'employé, une lettre émanant d'une autorité locale, une carte d'enregistrement délivrée dans un camp, une carte délivrée par une organisation humanitaire, un document fiscal, ou tout autre document établissant son identité.

12. En quelle qualité cette personne agit-elle au nom de l'organisation/institution ?

Veuillez fournir un document prouvant cette qualité.

- ☐ Représentant autorisé de l'organisation/institution
(par exemple : administrateur ou président de société)
- ☐ Représentant légal
- ☐ Autre – Veuillez préciser : _____

13. Quelle(s) langue(s) la personne présentant la demande parle-t-elle ?

14. Quelqu'un aide-t-il la personne présentant la demande à remplir ce formulaire ?

☐ Oui ☐ Non

15. Si oui, comment s'appelle cette personne et à quelle organisation appartient-elle (le cas échéant) ?

(nom)

(organisation)

16. Un interprète aide-t-il la personne présentant la demande à remplir ce formulaire ?

☐ Oui ☐ Non

SECTION B

INFORMATIONS RELATIVES AU(X) CRIME(S) ALLÉGUÉ(S)

17. Qu'est-il arrivé à l'organisation/institution ? Décrivez les événements de manière aussi détaillée que possible.

Si vous avez besoin de plus de place, veuillez présenter les réponses à cette question sur un feuillet supplémentaire.

18. Quand les événements se sont-ils déroulés ?

Si possible, veuillez préciser les jour(s), mois et année(s) ou, si vous ne connaissez pas les dates exactes, donnez toute information qui permettra de les établir.

19. Où les événements se sont-ils déroulés ?

Si nécessaire, joignez un croquis ou une carte indiquant le lieu.

19. Veuillez être le plus précis possible et, si vous le pouvez, indiquez le district, la province ou la ville la plus proche.

20. Selon l'organisation/institution, qui est responsable des événements ?

Dans la mesure du possible, expliquez pourquoi l'organisation/institution pense cela.

SECTION C

INFORMATIONS SUR LES DOMMAGES, PERTES OU PRÉJUDICES SUBIS

21. Le bien endommagé était :

Cochez la ou les cases pertinentes.

- ☐ Consacré à la religion
- ☐ Consacré à l'enseignement
- ☐ Consacré aux arts
- ☐ Consacré aux sciences
- ☐ Consacré à la charité
- ☐ Un monument historique
- ☐ Un hôpital
- ☐ Un lieu ou un objet utilisé à des fins humanitaires
- ☐ Autre – Précisez : _____

22. Quels dommages directs le bien a-t-il subi du fait des événements allégués ?

Si vous avez besoin de plus de place, veuillez présenter les réponses à cette question sur un feuillet supplémentaire.

22. Il peut s'agir, entre autres, de dommages causés à des terrains, des bâtiments, des biens meubles (matériel ou équipements), des monuments, cimetières, ou de dommages à l'environnement (par ex. à des sources d'eau)

SECTION D

PARTICIPATION À LA PROCÉDURE

23. L'organisation/institution souhaite-t-elle participer, c'est-à-dire présenter ses vues et préoccupations dans le cadre de procédures devant la CPI ?

☐ Oui ☐ Non

24. Si oui, pourquoi l'organisation/institution souhaite-t-elle participer à la procédure ?

23. Généralement, une organisation/institution expose ses vues et préoccupations par l'intermédiaire d'un avocat qui la représente à La Haye. Dans un petit nombre de cas, une personne pourrait participer en personne au nom de l'organisation/institution, mais ça n'est pas une obligation.

SECTION E

RÉPARATIONS

25. L'organisation/institution souhaite-t-elle demander réparation ?

L'organisation/institution veut-elle que quelque chose soit fait en raison de ce qu'elle a subi ?

☐ Oui ☐ Non

26. Si oui, que voudrait l'organisation/institution ?

27. Selon l'organisation/institution, si des réparations sont accordées, qui devrait en bénéficier ?

Cochez plusieurs cases, si nécessaire.

☐ L'organisation/institution

☐ Autres (veuillez préciser)

25/26. Qu'attend l'organisation/institution si l'accusé est déclaré coupable ? Les réparations peuvent être tout ce qui peut aider l'organisation/institution réparer le préjudice subi. Il peut s'agir d'une indemnisation, de diverses formes d'assistance, de la restitution des terres ou biens volés et/ou de mesures symboliques ou morales telles que la présentation d'excuses et l'édification de monuments. Veuillez énumérer toutes mesures que l'organisation/institution souhaiterait voir prises.

SECTION F

REPRÉSENTATION LÉGALE

28. L'organisation/institution a-t-elle un avocat ?

☐ Oui ☐ Non

29. Si l'organisation/institution n'a pas d'avocat, souhaiterait-elle que la CPI l'aide à en trouver un ?

☐ Oui ☐ Non

28. Pour représenter des victimes devant la CPI, un avocat doit figurer sur la liste des conseils agréés par la Cour. Les avocats qui ne figurent pas sur cette liste peuvent demander à y être inscrits.

30. En attendant qu'elle en ait un, l'organisation/institution souhaite-t-elle être représentée par les avocats de la Cour chargés de veiller aux intérêts des victimes (Bureau du conseil public pour les victimes) ?

☐ Oui ☐ Non

30. Le Bureau du conseil public pour les victimes est un bureau indépendant au sein de la Cour qui veille aux intérêts juridiques des victimes et qui les représente gratuitement.

31. Si l'organisation/institution a un avocat, veuillez fournir ses coordonnées :

Nom : _____

Adresse : _____

Email: _____ Numéro(s) de téléphone : _____

SECTION G

COMMUNICATION DE L'IDENTITÉ DE L'ORGANISATION/INSTITUTION

Le présent formulaire sera communiqué à la Défense (l'accusé et ses avocats) et au Procureur de la CPI. Les juges peuvent décider qu'il sera communiqué sans que soit révélée l'identité de l'organisation/institution et celle personne présentant la demande.

32. Si l'identité de l'organisation/institution et celle de la personne présentant la demande étaient révélées à la Défense ou au Procureur de la CPI, la personne présentant la demande aurait-elle des raisons de s'inquiéter pour sa sécurité, son bien-être, sa dignité ou sa vie privée, ou pour ceux de toute autre personne ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, quelles sont ces raisons ? _____

32. La personne présentant la demande peut non seulement redouter un danger physique mais aussi s'inquiéter pour son bien-être psychologique, sa réputation, sa vie privée et/ou sa dignité ou ceux de sa famille. L'identité de l'organisation/institution ou de la personne présentant la demande ne sera pas révélée au public tant que la demande est en cours d'examen. Si la demande est acceptée, la question de la communication des informations concernées peut à nouveau être posée à l'organisation/institution.

SECTION H

SIGNATURES

SIGNATURE DE LA PERSONNE PRÉSENTANT LA DEMANDE

Par la présente :

- Je certifie sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire sont exactes, dans la mesure de mes connaissances.

Signature de la personne présentant la demande, empreinte de pouce ou autre marque

Date: _____
(jour) (mois) (année)

Lieu: _____

RAPPEL:

LES DOCUMENTS SUIVANTS DOIVENT ÊTRE JOINTS AU PRÉSENT FORMULAIRE.

Pour l'organisation/institution :

- ☐ Photocopie de la preuve de la constitution, de la création et/ou de l'immatriculation de l'organisation/institution (OBLIGATOIRE)

Pour la personne présentant la demande :

- ☐ Photocopie de la preuve d'identité (OBLIGATOIRE)
☐ Photocopie d'un document établissant la qualité lui permettant de représenter l'organisation/institution (OBLIGATOIRE)

REMARQUE :

Le présent formulaire et la procédure de demande sont gratuits.

La CPI ne prélève de frais à aucun stade de la procédure.